
इ.स.पू.१०

26 RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peijoxa 280.422

Qui doit subir le coût

LA PLANIFICATION CAPITALISTE ENTRE

Les orientations générales de l'économie française, telles qu'elles apparaissent à travers le VII^e plan, posent des questions de fond qui concernent l'ensemble des économies européennes dans leur relations avec les firmes multinationales et avec les pays du tiers-monde. Ces problèmes ont été analysés par le professeur Christian Goux dans un exposé qu'il a fait le 20 mai 1976 devant la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale. Nous publions ici la presque totalité de sa communication.

Par CHRISTIAN GOUX

La planification est devenue, pour le système capitaliste, une nécessité. Parmi les nombreux raisons qui peuvent être avancées pour justifier cette proposition, trois viennent immédiatement à l'esprit : celles qui tiennent à l'évolution du tissu industriel, celles qui résultent de l'internationalisation du processus de production, celles enfin qui prennent en compte l'accroissement des mutations de toutes sortes.

Sur le premier point, celui de la structure industrielle nationale, il faut constater que non seulement le monde de la concurrence véritable entre petites firmes d'importance équivalente n'a jamais vraiment existé, mais encore que la concentration est accrue de telle façon depuis cinquante années que dans chaque secteur, ce sont deux, ou au maximum trois firmes qui font la loi et qui sont en position de quasi-monopoles. C'est aux autres entreprises, elles gravitent autour de ces firmes leaders et jouent bien souvent le rôle de sous-traitants.

La France, pays des petites et moyennes entreprises, est une vision du passé. Certes, il existe encore une myriade de petites affaires, mais sans pouvoir économique réel d'initiative ni de décision.

Mais s'arrêter à la dimension spécifique française du phénomène serait tout simplement se tromper. Ce serait ignorer la présence de groupes multinationaux qui sont en fait soit des firmes américaines, soit des firmes françaises qui adoptent les mêmes méthodes de leurs confrères américains.

Alors, pour ces grandes entreprises, les nations, hormis les États-Unis, ne sont plus définies à un niveau conceptuel, comme un ensemble de citoyens vivant ensemble, définissant leurs propres objectifs, leurs propres modes de vie, mais comme des employeurs de firmes qui cherchent à résister à une concurrence internationale contre les maîtres du jeu restent américains.

C'est une grave erreur de croire d'ailleurs que les mécanismes de la concurrence et du libre échange jouent aux États-Unis plus largement que chez nous. Il n'y a pas un plan américain, bien que non écrit, il est tout aussi précis et impératif que celui des autres pays occidentaux. Il concerne la sphère capitaliste tout entière. Les très grandes banques, les grandes firmes pétrolières, les Pentagone et les industries d'armement y jouent un rôle décisif.

Le plan est enfin devenu une nécessité pour contrôler les mutations de développement profondément inégalement de la société française, qui résulte de la logique même du profit capitaliste, c'est des tensions qui s'accroissent et dont l'évolution n'est ni de vie moyen ne rend pas du tout compte. Le plan s'applique à être un réducteur de tensions sociales et s'efforcent de préserver la volonté délibérée de croissance du profit des

grandes firmes et de maintenir autant que faire se peut les impératifs industriels : plein emploi et progression du pouvoir d'achat exigé par les travailleurs, déficit budgétaire acceptable et en tout cas non permanent, déficit extérieur tel que la valeur de notre monnaie ne soit pas perpétuellement remise en cause.

Enfin tous ces aspects très souvent antagonistes (c'est-à-dire, le plan, au niveau des décisions et des projets, est-il efficace, s'efforce et s'efforce encore de tenir la ligne. Mais, au niveau des réalités, il y a eu et il y a encore, tout au moins, l'impératif industriel, c'est-à-dire celui de grande industrie, qui n'est pas dans l'optique capitaliste un impératif technique, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, allant du bœuf de l'oreille. On peut dire que, depuis 1970, priorité définitive était donnée à une politique dure pour les travailleurs, sociale capable, dans le cadre du système, de faire repartir la machine.

Le redéploiement industriel, avec son cortège de licenciements et de faillites était inévitable. Aujourd'hui, en 1976, il a largement commencé.

Quoi qu'il en soit, et nous y reviendrons par la suite, des plans ont été mis en place et appliqués. Mais s'agit-il de ceux qui sont portés à la connaissance des citoyens et discutés avec eux ? S'agit-il du plan lui-même ou d'un autre ensemble de dispositions, peu connues du grand public, et qui débattent dans l'ombre des cabinets, seraient la stratégie

Impératif exportateur et intégration atlantique

Le problème de fond pour les grandes entreprises au cours des années 40, 50, 60, est de produire plus pour dégager de ce fait des profits qui servent à augmenter. Pour cela, les débouchés extérieurs sont le relais indispensable à un marché national trop étroit. Mais cette nécessité d'exporter s'accompagne à l'intérieur d'une volonté de réduire les taux de profit qui ont tendance à s'effondrer.

L'internationalisation de l'économie française, ce n'est pas d'aujourd'hui. Celle-ci a été initiée puis encouragée constamment par les États-Unis, dont les industries chimiques, les Pentagone et les industries d'armement y jouent un rôle décisif. Le plan est enfin devenu une nécessité pour contrôler les mutations de développement profondément inégalement de la société française, qui résulte de la logique même du profit capitaliste, c'est des tensions qui s'accroissent et dont l'évolution n'est ni de vie moyen ne rend pas du tout compte. Le plan s'applique à être un réducteur de tensions sociales et s'efforcent de préserver la volonté délibérée de croissance du profit des

qu'appliqueraient le gouvernement pour soutenir ces objectifs qu'il s'est fixés en accord avec les grands groupes dominants de notre pays ? Se ne le croit pas et l'en prendrait pour exemple le VII^e plan. Un autre rapide pourrait en effet laisser croire que les véritables difficultés sont essentiellement et qu'en proposant une croissance nominale de 5,7 % par an les documents sont destinés à faire croire qu'en 1980 les problèmes de l'emploi, l'inflation, pour ne citer que ces deux points essentiels, seront ainsi résolus du moins en voie de l'être. Mais quand on regarde les choses de près (...), les options du VII^e plan apparaissent dans leur plus grande clarté. C'est bien écrit dans les documents préliminaires économiques et financiers, et notamment dans le rapport du comité du financement du VII^e plan rédigé par M. Dejean, que les réductions ne laissent aucun doute sur leurs intentions : la priorité absolue doit être donnée à l'accroissement des investissements productifs, au détriment de celle donnée dans le passé à l'agriculture et au logement. Si l'on avait eu quelque illusion sur la possibilité de production actuelle due à un investissement massif et pas toujours efficace dans les vingt dernières années, il faudrait reconnaître que l'on s'est trompé, car la loi d'attraction de la croissance est une accumulation de capital encore et toujours plus forte. Tout doit s'organiser en fonction de cet objectif. Et en premier lieu, revenir à un partage salaires-profits qui permette ces investissements.

À ce point de notre raisonnement, l'on imagine tout de suite l'objection principale. Un plan, quel qu'il soit, ne cherchera-t-il pas à l'aider, à développer les investissements nécessaires à l'épanouissement et à la progression du niveau de vie de tous les Français ? Certes oui, mais c'est là justement la ligne de cravage. Dans un cas, la loi d'attraction est l'accumulation de capital encore et toujours plus forte. Dans un autre, elle est la satisfaction démocratique, ce sont les besoins des Français qui déterminent les choix et le niveau des investissements à réaliser (...).

social-démocrates et chrétiens, qui voyaient dans l'organisation d'une Europe capitaliste, c'est-à-dire le pays de l'est, un moyen d'abolir les divisions nationales, c'est-à-dire le développement de profondes luttes sociales. Enfin, les puissances arrivées aux affaires en 1960, voyaient dans l'essor industriel de la France la base indispensable au rétablissement de sa puissance politique. Mais les résultats se sont révélés décevants. Une sorte de piège dialectique s'est refermé sur le parti gauchiste : l'ouverture sur l'extérieur, c'est-à-dire l'économie, la France, la France dans le monde atlantique, la France à la domination des grands monopoles internationaux et, par conséquent, réduit la marge de manœuvre politique et économique de notre pays. Ces considérations pesent maintenant de peu de poids, car on assiste, à la petite échelle, à l'équilibre entre forces sociales commerciales, à une certaine forme de la politique d'aide à l'exportation.

L'impératif exportateur, fils naturel de l'impératif industriel, grandit et s'affirme tous les jours. Ces dernières années, l'augmentation des crédits budgétaires à tout l'appareil adminis-

tratif servant de conseil aux industries exportatrices va croissant, le désencadrement du crédit pour ces dernières, l'accès à des conditions financières privilégiées, les subventions directes, constituent un arsenal maintenant bien au point. Mais surtout, au-delà de cette aide directe, le redéploiement industriel effectué en fonction des nécessités de l'internationalisation. Tout d'abord, il s'agit de faire en sorte que, dans les domaines où la valeur ajoutée est la plus forte, les industries françaises soient associées le plus étroitement possible à des firmes américaines. C'est ce qui s'est passé dans le domaine de l'électronique, d'une part, et celui de la saie dans le téléphone et c'est ce qui se profile dans le domaine de l'aéronautique. Il ne s'agit plus de tenter d'établir des pôles industriels français ou européens concurrents des pôles industriels américains, mais de s'allier avec certaines grandes firmes américaines en leur consentant, le plus souvent, des avantages importants en fin de compte, des subventions considérables, de telle sorte que ces firmes acceptent d'établir en France des usines, ou de confier à des groupes français les domaines des marchés de sous-traitance.

Mais l'autre axe de la politique d'aide à l'exportation concerne le domaine de l'énergie. Ce secteur est le plus dépendant de l'étranger et cette dépendance s'est considérablement accrue au cours des quinze dernières années. Pour en sortir, les pouvoirs publics ont imposé une politique de remplacement fondée sur le nucléaire. Très coûteuse, elle ne peut que servir à l'exportation.

En effet, l'hypothèse implicite pour le développement de l'énergie du VII^e plan est, à plus ou moins, le retour aux conditions d'approvisionnement en électricité premières qui ont prévalu dans la décennie 60 et qui a été approuvée par le gouvernement entre SNAP et la S.N.E.A. vis à vis de la production des actifs industriels de l'énergie et renforcement, et elle se réalise, le poids des grands groupes pétroliers et, plus particulièrement, celui de l'ARAMECO dans notre approvisionnement pétrolier.

Le problème du pétrole, si important qu'il ne doit pas nous cacher celui plus général des matières premières pour lesquelles le VII^e plan est très peu clair.

En effet, l'hypothèse implicite pour le développement de l'énergie du VII^e plan est, à plus ou moins, le retour aux conditions d'approvisionnement en électricité premières qui ont prévalu dans la décennie 60 et qui a été approuvée par le gouvernement entre SNAP et la S.N.E.A. vis à vis de la production des actifs industriels de l'énergie et renforcement, et elle se réalise, le poids des grands groupes pétroliers et, plus particulièrement, celui de l'ARAMECO dans notre approvisionnement pétrolier.

L'affrontement entre salaires et profits

L'adoption d'un taux de croissance élevé se traduira par un déficit durablement élevé de la balance des paiements. L'investissement continué de la France subira en 1980 le déficit insupportable de 200 milliards, le double des réserves en or et devises, entraînant une dépréciation effective accrue par rapport à des créanciers de plus en plus exigeants. Aussi doit-on reconsidérer d'urgence, au premier rang des préoccupations, la poursuite des mécanismes qui ont permis à l'impérialisme français de reporter sur la zone franc le poids des contraintes extérieures.

Le premier objectif, confirmé par les hypothèses retenues par les experts dans les documents préparés par les ministères de l'énergie, de l'industrie et du commerce, est la poursuite de la stagnation nominale en fin de compte, de l'inflation de la France au bloc des pays riches. De fait, et malgré les affirmations d'indépendance, c'est l'alignement sur la position des pays en concurrence des marchés de sous-traitance. Alignement qui traduit, s'il en était besoin, que le VII^e plan n'est qu'une tentative pour d'une amélioration durable des termes de l'échange, le maintien du niveau de la fin 1974. Cette hypothèse, qui se situe dans la ligne des mouvements de la zone franc, qui en lieu en 1975 - baisse nominale des prix de produits de base, inflation accrue pour les produits exportés vers les pays sous-développés - laisse la possibilité de politique réellement nationale : elle implique, en fait, de suivre une ligne qui sera dictée par les intérêts des pays dominants.

Le second moyen n'est guère plus original : il s'agit de reporter sur les pays de la zone franc la part la plus grande possible de la contrainte que du quadruplement du prix du pétrole. Quel le choix d'une ligne de déséquilibre accru dans les échanges avec eux ? Il s'agit de leur rendre, à leur mesure, une quantité limitée de produits de biens industriels de leur mesure, mais pas leurs exportations qui leur sont nécessaires ; la zone l'ensemble de 1970, c'est-à-dire la zone franc, a été globalement et de l'excédent réalisé sur la zone franc, ce qui a permis, à l'inspiration des planificateurs, confiants dans l'idée que les événements de 1973-1974 seraient accablés sans lendemain.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE
62, route de Chêne
1208 GENÈVE (Suisse)
Tél. : 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUILLY (Vaud)
Suisse
Tél. : 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Internat et externat pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver



LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL
BEAU-SOLEIL
A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m² : natation, tennis, polo, golf, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans et à la Maison de la Harpe. Pour envoi d'une documentation écrite scolaire 1976-1977, écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL
VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - Tél. : 19.41.25.21.34

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899,
de réputation internationale,
cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction
et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes
75116 - Tél. : 504-14-23
AUTOBUS - METRO :
Porte Dauphine ou Pompe.

à MORZINE (Haute-Savoie)
74110 - Tél. : 187
S.N.C.F. : Thonon.
AÉROPORT : Genève.

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du Jardin d'enfants
aux BACCALAUREATS.

Du Jardin d'enfants
à la classe de Troisième (B.E.C.).

Sports et plein air
ou hors de Bourgogne.
Laboratoire. Week-ends organisés.

Sports l'été - Ski l'hiver.
Visa selon la montagne.
Surveillance médicale.

COURS DE VIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à
"LA CHARNIERAIE" à CIMIEZ (NICE)

Professeurs hautement qualifiés
Interromption - Extension

ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES
du 2 au 31 Août, de la 6^e aux 11^{es} terminales
préparation à la session de rattrapage et du baccalauréat

50 HEURES DE MATH
du 1^{er} au 11^{er} Septembre, de la 4^{ème} à la 1^{ère} C et D
2, rue Villard-Morand - NICE - Tél. (04) 35.83.27

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Saragat.

Imprimerie
du 4^e Monde à
PARIS-12^e

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'Administration.

Composition partielle des journaux
et publications : 70 % et 80 %

Régime de fer, économie dépendante : le Brésil

De l'euphorie économique au désenchantement

Par YVES HARDY

S' la hausse des revenus, développement du marché des biens de consommation de luxe, plus-value accrue et investissement dans le secteur industriel alimentant le marché privé, nouvelle concentration des revenus... Les impressionnantes chiffres du P.I.B. — près de 10 % annuel — que pouvait aligner M. Delfino Netto, ministre des finances de 1967 à 1974 et exécutant sévère d'une telle politique, semblaient donc satisfaisants. Mais ce tableau convaincant de « la croissance constante » n'est qu'un « mythe » et cynique pourfendeur d'une meilleure redistribution des revenus, « une base de pays riches », égaux à ses successeurs un système qui avait tout fait pour ne pas donner des signes de faiblesse (1). De fait, les premières manifestations de « grippe », venant du fonctionnement du système de son modèle, se produisirent en 1974, toutes déclenchant l'alarme parmi les nouveaux responsables. Le pour cause ? M. Mario Henrique Simonsen, intronisé grand argentier, n'hésita pas, dès le début de son mandat, à contraindre une politique qui avait donné de si bons résultats dans le passé. Le mal était pourtant plus profond qu'il ne le pensait, et justifié en tout cas un diagnostic décevant.

Outre ces conditions défavorables par les initiatives de développement, la croissance à venir, le modèle de développement brésilien est aussi confronté à de profondes distorsions, reflet des choix politiques qui le sous-tendent. En fait, toutes les politiques ont pour but de maintenir le régime au pouvoir sans inquiéter ouvertement les classes moyennes. M. João Carlos de Araújo, ministre de l'Énergie, a dit au début de son mandat : « L'insuffisante diffusion du développement brésilien est la plus grande menace que nous ayons à redouter. Il est vrai que le fossé ne se creuse pas entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver ».

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

l'argentiste José Manoel Fiel Filho, dans les locaux de la 7^e Armée de São Paulo, sont venus rappeler le pouvoir des « appareils de sécurité ». Et, sans que la question préalable de mandats de délit du M.D.B. n'ait été posée, il est permis de se demander si le président Geisel n'aurait pas fait accepter par ses pairs sa décision de condamner les responsables militaires de ces exactions.

Il reste que, pour éliminer ou neutraliser les chefs de file des « milices » au sein de l'armée, le président Geisel est amené à recourir à son propre appareil de sécurité. Pour assurer l'ensemble de leur politique répressive, notamment à l'égard des « subversifs », on est loin des promesses de « détente » de la période d'investiture. Ce glissement répressif, toujours plus à droite, conforte en tout cas dans l'idée que le modèle de développement brésilien est indissociable d'une politique répressive : pour assurer la reproduction des inégalités sociales dont s'alimente le type d'accumulation récurrent, il faut au régime la réduction au silence de toute contestation.

La politique suivie par M. Delfino Netto et ses disciples a pu se résumer en une tentative pour développer au mieux les forces productives existantes tout en excluant la majorité de la société brésilienne de son utilisation rationnelle. Le Brésil, malgré les quelques inflexions apportées depuis son installation, n'a cessé de maintenir l'orientation de sa politique de création d'emplois subit à présent les premières pressions pour une telle orientation. A défaut d'être responsable de tous les maux du pays, le régime a été responsable de la crise pétrolière, à sa mesure, à la fragilité de l'économie brésilienne.

Il serait aventureux d'en déduire pour autant la faillite à court terme du régime brésilien. L'alliance semble se conforter entre officiers supérieurs et représentants du grand capital car, comme le notait déjà il y a deux ans Celso Furtado, « le régime a été créé par la bourgeoisie et les militaires ont été recrutés pour servir la bourgeoisie ». Mais la bourgeoisie a-t-elle été recrutée pour servir la bourgeoisie ? La faillite n'est pas à exclure, mais elle n'est pas certaine.

Phénomènes de saturation

PARMI les premières mesures prises par les initiatives de développement, la croissance à venir, le modèle de développement brésilien est aussi confronté à de profondes distorsions, reflet des choix politiques qui le sous-tendent. En fait, toutes les politiques ont pour but de maintenir le régime au pouvoir sans inquiéter ouvertement les classes moyennes. M. João Carlos de Araújo, ministre de l'Énergie, a dit au début de son mandat : « L'insuffisante diffusion du développement brésilien est la plus grande menace que nous ayons à redouter. Il est vrai que le fossé ne se creuse pas entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver ».

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

TABLEAU I
Investissements directs et profits des États-Unis au Brésil (en millions de dollars).

Années	Investissement (*)	Profits rapatriés	Salaires payés
1960	23	45	— 38
1961	1	1	— 1
1962	14	24	— 18
1963	1	1	— 1
1964	— 36	3	— 41
1965	— 6	19	— 23
1966	— 1	1	— 1
1967	30	66	— 27
1968	25	66	— 27
1969	64	66	— 27
Total			+ 57

Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of Current Business, 1970.
(*) Le volume des investissements des États-Unis au Brésil représente plus de tiers de l'ensemble des investissements étrangers.

les différents gouvernements militaires depuis ceux des « années d'or » des années 1960. En effet, les initiatives de développement, la croissance à venir, le modèle de développement brésilien est aussi confronté à de profondes distorsions, reflet des choix politiques qui le sous-tendent. En fait, toutes les politiques ont pour but de maintenir le régime au pouvoir sans inquiéter ouvertement les classes moyennes. M. João Carlos de Araújo, ministre de l'Énergie, a dit au début de son mandat : « L'insuffisante diffusion du développement brésilien est la plus grande menace que nous ayons à redouter. Il est vrai que le fossé ne se creuse pas entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver ».

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

TABLEAU II
Evolution de commerce extérieur brésilien et de la balance des paiements (en millions de dollars).

Années	Balance commerciale			Balance des paiements
	Exportations	Importations	Solde	
1960	1 430	1 986	264	+ 148
1961	1 391	1 891	499	+ 308
1962	1 741	1 393	348	+ 348
1963	1 634	1 441	193	+ 237
1964	1 741	1 441	300	+ 237
1965	2 211	1 393	818	+ 281
1966	2 129	1 393	736	+ 281
1967	2 594	1 393	1 201	+ 582
1968	2 594	1 393	1 201	+ 582
1969	2 594	1 393	1 201	+ 582
1970	2 594	1 393	1 201	+ 582
1971	2 594	1 393	1 201	+ 582
1972	2 594	1 393	1 201	+ 582
1973	2 594	1 393	1 201	+ 582
1974	2 594	1 393	1 201	+ 582
1975	2 594	1 393	1 201	+ 582
1976	2 594	1 393	1 201	+ 582

Source : Banque centrale du Brésil.

(*) Les statistiques du commerce extérieur brésilien sont publiées par le ministère du Commerce.

la balance des paiements. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver. En effet, la concentration des revenus tend à aggraver le fossé entre le riche et le pauvre, la population la plus privilégiée et la plus déshéritée, mais le fossé se creuse au niveau des régions, que le déséquilibre des revenus tend à aggraver.

البرازيل

prototype du développement périphérique

L'Amazonie, réserve pour le capital multinational et refuge pour le capital national étranglé

Par HÉLÈNE RIVIÈRE D'ARC et CHRISTINE APESTEGUY

EN 1970, le gouvernement brésilien, sous la présidence du général Médici, décide de donner à l'occupation de l'Amazonie une justification idéologique et un caractère nationaliste qui vont en graver sur le socle jusqu'à présent tout économique de la nation en valorisant une région « vide d'hommes », dont le potentiel de richesses est encore mal connu, malgré la création, dès les années 1950-1960, de plusieurs organismes de développement (SUDAM, SUPRAMA, BASA, SUDOCCO) (1). Le Programme d'intégration nationale (PIN), décrété l'année de la présidence de la République, reçoit en juin l'approbation formelle de la Chambre des députés. Il prévoit la création de deux zones de peuplement : Transamazonienne, est-ouest, et la route Cuiabá-Santarém, sud-nord ; la désaffectation d'une bande de terre de 10 millions de km², de part et d'autre des routes fédérales, qui sera destinée à la colonisation agricole ; enfin, la mise en place d'une infrastructure d'irrigation dans le Nord-Est. Un budget de 2 milliards de cruzeiros, soit 430 millions de dollars, est attribué au projet.

Raisons conjoncturelles et structurelles, motivations officielles et contradictions politiques s'entremêlent pour expliquer cette opération d'envergure qui va marquer pour l'avenir la présidence de Médici : les grandes échecsses de 1969 et 1970 dans le Nord-Est ont contribué, une fois de plus, à accentuer les tensions sociales au pouvoir, de façon permanente dans une région aux structures agraires archaïques. La reconnaissance de l'insécurité de la SUDENE (Superficie de développement du Nordeste) a agité sur cette situation oblige le gouvernement à poser le problème sur le plan national et à le présenter comme celui de tous les Brésiliens. Mais, sachant qu'il n'est guère possible de toucher à des structures agraires puissamment conservées par la bourgeoisie latifundiaire nord-est, il propose comme alternative l'occupation de l'Amazonie, ce qui servira, en outre, la politique personnelle du président : il invoque alors l'existence, dans ces contrées peu exploitées, de terres productives où l'écoulement de la population du Nord-Est trouverait le moyen non seulement de créer des richesses pour subvenir aux besoins, mais aussi de participer à une œuvre nationale (2).

Une intense publicité, à laquelle participe la presse internationale, est lancée à tous les niveaux : la Transamazonienne acquiert, beaucoup plus que la Cuiabá-Santarém, une véritable valeur symbolique. La « mobilisation » générale de l'opinion nationale et internationale doit ainsi faire oublier la contribution constante du régime : celle-ci préoccupe le gouvernement depuis 1967 et s'est traduite par une répression contre l'indépendantisme du P.C. brésilien et par la dégradation de l'image du Brésil dans la presse internationale.

Au sein même, de l'appareil d'Etat,

l'occupation et le contrôle de l'Amazonie ont, par ailleurs, permis un consensus au moins temporaire : la région entrant, en effet, depuis longtemps, dans les préoccupations des militaires (Golbery, 1955), et avait même été le théâtre d'antagonismes (Albuquerque-Lima, 1968). Il devient possible de noter dans ce vaste programme — le PIN — les aspirations de chaque tendance. Pour occuper l'Amazonie, l'armée brésilienne a son contrôle par une présence latente sous différentes formes : traditionnelle — occupation des frontières, postes militaires, etc. — ou substituant à la police des États pour résoudre les conflits (3) ; moins directe — participation à la construction des routes, aux transports, assistance technique et militaire dans les zones les plus isolées par l'intermédiaire de la Force aérienne brésilienne. Il s'agit là de prévenir des mouvements sociaux spontanés ou organisés qui pourraient mettre en danger la pérennité du régime.

Il convient de noter la rapidité avec laquelle le programme a commencé d'être appliqué : le décret a été promulgué en juin, l'appel d'offre pour la construction de la route a eu lieu en août, l'inauguration du premier tronçon en décembre 1970. Les entreprises bénéficiaires de l'opération sont les principales firmes de capital brésilien du pays, mais dépendant,

d'un principe facile à tourner, il s'est avéré plus aisé de négocier avec les gouvernements d'Etat qu'avec l'administration fédérale. Face à ces pressions, l'INCRA s'est vu peu à peu contraint de se libérer de ses chaînes et de se transformer en marchand de terres. Dès 1973, il met en vente quatre cent quatre-vingt-cinq lots de 5 000 hectares dans la Roraima et le Pará. Devant la succès énorme de cette opération (il a reçu deux mille neuf cents demandes), il a répondu en 1975, année au cours de laquelle près de 11 millions d'hectares sont réquisitionnés, dont une centaine de lots de 80 000 à 72 000 hectares, destinés à l'élevage et à l'exploitation forestière.

Mais, bien que quelques-unes des grandes entreprises se consacrent à la colonisation, la plupart d'entre elles se

tournent vers l'élevage. Elles justifient leur implantation en Amazonie de deux façons : d'une part, elles prétendent préparer les terres pour la culture d'exportation qui ne pourra subsister que lorsque la grande loi aura ouvert le chemin (3) ; d'autre part, elles se proposent de lutter contre l'invasion de profits annuels que connaît la plaine. Ces deux arguments sont contredits par la situation de fait. Pour le premier, on remarque que l'arrivée de l'entreprise capitaliste a toujours été accompagnée de l'expulsion des petits exploitants (poussoirs) qui pratiquent une agriculture d'autosubsistance élargie et qui ont ouvert les terres. Le second argument n'est pas plus valable quand on sait que le principal secteur envisagé pour l'exportation de viande bovine est celui de la C.E.E.

La prépondérance de l'étranger

LES nouveaux plans de développement fédéraux publiés en 1975 répondent directement aux exigences et aux aspirations des investisseurs : second plan de développement de l'Amazonie et Polamazonie, ce dernier définit quatre zones d'intervention et bénéficie d'un budget de 4 milliards de cruzeiros (environ 440 millions de dollars). Outre la nécessité d'implanter un « pôle » au moins par territoire ou par Etat, leur localisation entraîne une situation de fait, chaque contrainte soit à une zone d'exploitation

entraîne, en effet, la pénétration capitaliste dans la périphérie amazonienne, source de conflits violents qui se ferment le plus souvent par une expulsion. Par le biais du « projet foncier », l'INCRA est chargé d'organiser les cadastres, mais, étant données les pressions auxquelles il est soumis et dont on a déjà parlé, on peut penser que la « régularisation » aura pour terme l'éviction d'une bonne partie du petit paysan. A moins que le secteur privé n'organise lui-même la fixation de ces populations qui pourraient lui fournir une main-d'œuvre disponible en période de travail saisonnier.

Un dernier point non négligeable est la définition par décret de l'Amazonie légale comme « être préférentiel pour l'exportation de viande bovine (4) et la suppression de toutes taxes et des quotas sur les exportations de viande d'origine amazonienne.

Par ailleurs, à la fin de 1975, la loi de crédit agricole n° 3 000, dont 60 % sont destinés à l'élevage et à l'équipement (irrigation), est promulguée.

La structure des investissements effectués en Amazonie au cours des dix dernières années reflète finalement assez bien la situation de dépendance qui caractérise le capital brésilien. Par sa politique d'ouverture aux capitaux internationaux, l'Etat, et particulièrement le régime militaire, a favorisé la prépondérance de la présence étrangère dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie (industrie de transformation en général), il a dû compenser cette présence par une augmentation de la part du secteur public, ce qui n'a pas été sans provoquer, depuis décembre 1974, un long débat sur l'étatisation. Débat qui dissimule une nécessité fondamentale, la prise en charge par l'Etat des secteurs dont la faible rentabilité n'intéresse pas le secteur privé et qui engendrent de gros investissements (infrastructure urbaine, ser-

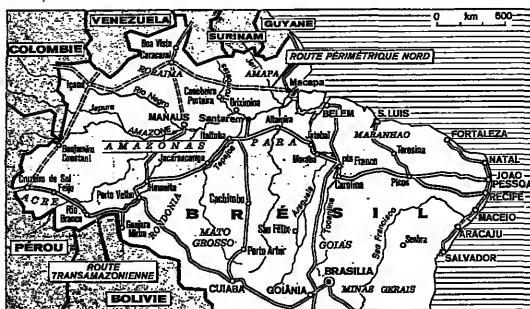
minière, etc.). Dans ce schéma, le capital brésilien non associé au capital étranger trouve difficilement sa place : d'une part, il n'a pas accès aux secteurs les plus dynamiques ; d'autre part, il ne peut imposer face aux multinationales dans les nouvelles activités ouvertes par l'investissement de la sphère de production, il se concentre alors dans la construction civile, l'immobilier, la finance, etc. Ce qui explique en partie la ruée des capitaux locaux, le plus souvent paupérisés, vers l'agropastoral, avec l'aide de l'Etat qui intervient en attribuant une série d'avantages fiscaux permettant d'abaissier les coûts d'investissement.

En Amazonie, le capital étranger s'insère avant tout au secteur minier, ce qui ne l'empêche pas d'être présent dans l'élevage où il est seul à présenter des projets d'agro-industrie. Il est probable, d'ailleurs, que ceux-ci vont polariser l'activité pastorale ; l'entreprise brésilienne n'étendant alors les marchés extérieurs que par l'intermédiaire de l'entreprise étrangère. Quant à cette dernière, elle trouve, dans les nouvelles possibilités d'exportation qui lui sont offertes, un moyen supplémentaire d'échapper à la législation brésilienne sur le transfert des bénéfices (Volkmann par exemple, exportations de viande moutonnière, Liqueur vers l'Italie, etc.). Dans le secteur minier, des associations mûres lient les franges étrangères aux intérêts locaux. La sous-estimation a été révélée récemment par le radar d'Amazonie (5), ce qui explique qu'il fasse encore l'objet de spéculations ou que les entreprises soient dans une phase d'implantation de l'infrastructure.

Ces associations (Estat-multinationales) ne vont pas toujours sans révéler des antagonismes : dans le cas de la serre des Carajás (dont les ressources forestières sont estimées à 17 milliards de tonnes), l'United Steel, bien que minoritaire (49 %), avait le droit de veto qui bloquait les décisions de la société brésilienne, la Companhia Vale do Rio Doce. Cette dernière voulait ramblayer l'entreprise plus rapidement que son associé, qui dispose d'autres ressources en cours d'exploitation.

L'Amazonie apparaît ainsi comme un terrain sur lequel peut s'exprimer aisément le parti officiel d'opposition, le M.D.S. : ses critiques, qui portent à l'origine sur les risques de déviation économique, évoluent vers une interrogation sur une présence étrangère insuffisamment contrôlée, ceci correspondant bien aux intérêts d'un parti assez représentatif de la bourgeoisie locale. La région s'est détachée à travers l'histoire comme un espace réservé qui répondait à des besoins conjoncturels mais déphénés ; elle devait maintenant en jouer autour d'un « organe » des intérêts internationaux et au contraire : d'une part, elle continue de servir d'espace-réserve pour le capital multinational, d'autre part d'espace-refuge pour le capital local étranglé.

- (1) Voir « Quand les multinationales font du ranching », José R. De Yvel, le Monde diplomatique, septembre 1975.
- (2) João Claudio Palmita, « As terras vazias na Amazônia brasileira », 1974-1975. Il semblerait, selon des recherches récentes, que les terres « vides » ne représentent que 1 000 000 hectares. Soixante-dix pour cent des sols seraient en fait occupés par des cultures, par un bétail ou des substances nutritives, bien qu'il y ait de bonnes conditions climatiques.
- (3) Il existe un Centre d'information militaire dans la jungle, appelé COABAC.
- (4) A titre d'exemple, la première entreprise privée brésilienne est une entreprise de construction civile, la Camargo Cordeiro. Elle s'est vu attribuer la construction d'un des principaux tronçons de la Transamazonienne.
- (5) M. Melvin, président de l'Association des investisseurs d'Amazonie.
- (6) P.D.A., supergroupe industriel, ministre de l'Industrie, 1975.
- (7) Programme de photos de satellite, couronné une grande partie de l'Amazonie et effectué par la NASA à la demande du gouvernement brésilien.



minière, soit une zone d'exploitation agropastorale qui bénéficierait d'un certain niveau d'investissement. Ce choix n'a pas pris en compte les traditions régionales de consommation humaine que sont les routes fluviales.

Ces plans vont tenter de résoudre les problèmes auxquels se sont heurtés les entreprises agropastorales ou minières ; ainsi, la mise en place d'une infrastructure de base absorbe 50 % de leurs ressources ; aéroports, ports fluviaux, routes, ponts ferroviaires des Carajás, etc. Le temps de l'ouverture de grands axes prévus est révolu : il s'agit maintenant d'établir un réseau routier local desservant directement les entreprises. L'agriculture tient une place de choix, mais le moins de son budget est consacré à la régulation foncière ; la présence de petits exploitants ou plutôt mal définis

La structure des investissements effectués en Amazonie au cours des dix dernières années reflète finalement assez bien la situation de dépendance qui caractérise le capital brésilien. Par sa politique d'ouverture aux capitaux internationaux, l'Etat, et particulièrement le régime militaire, a favorisé la prépondérance de la présence étrangère dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie (industrie de transformation en général), il a dû compenser cette présence par une augmentation de la part du secteur public, ce qui n'a pas été sans provoquer, depuis décembre 1974, un long débat sur l'étatisation. Débat qui dissimule une nécessité fondamentale, la prise en charge par l'Etat des secteurs dont la faible rentabilité n'intéresse pas le secteur privé et qui engendrent de gros investissements (infrastructure urbaine, ser-

Antagonismes au sein de l'appareil d'Etat

PRIS en charge par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), dépendant du ministère de l'Agriculture, les premiers colons arrivés en 1971, à Manaus et Abaetetuba, qui va devenir pour un temps le « vitrine » de la colonisation en Amazonie. La publicité autour de la route, portée par les entreprises de colonisation privée, s'intensifie et l'immigration spontanée devient vite supérieure à celle qui est contrôlée. Dès 1972, le premier pas vers la remise en cause de la petite colonisation (dite sociale par l'Etat) : l'INCRA ne prend plus en charge le voyage du migrant ; son prétexte qu'il arrive tout seul. Le désengagement de l'INCRA ne coïncide pas jusqu'à ce que son rôle soit officiellement transformé sous la présidence de Getulio, en 1975. Le long de plusieurs routes transamazoniennes, sa présence n'a même pas eu le temps de se manifester, alors sous une forme théorique (Cuiabá-Santarém, par exemple). L'opération d'agropastoral, en 1974, semble avoir atteint son but : la colonisation a cessé. Une nouvelle image du Brésil a été diffusée sur le plan international.

Parallèlement, la pénétration de l'entreprise capitaliste va de l'avant, accélérée par la création, en 1968, de la SUDAM (voir note 1). Dès cette époque, des latifundiaires agropastoraux se sont formés dans la périphérie amazonienne, facilement accessible et déjà ouverte par un front pionnier spontané et désorganisé. Même si, au moment de la promulgation du décret, ces latifundiaires ne se sont guère manifestés, ils n'ont, en fait, jamais cessé de s'étendre sur les terres de l'intérieur.

Le changement de la politique amazonienne est révélateur, dès l'arrivée du général Getulio au pouvoir, par une publication du ministère de l'Industrie, maintenant totalement en cause l'action de l'INCRA. Le débat est repris par la presse et les groupes de pression qui entourent une petite société d'occupation fondée sur une petite

colonisation à la charge de l'Etat. Cette colonisation a pu être présentée comme une liste de fonctionnaires (SUDAM-INCRA), alors qu'elle traduit, en réalité, des antagonismes de l'intérieur même de l'appareil d'Etat. Le principal groupe de pression est l'Association des éleveurs d'Amazonie, créée en 1967 avec siège à São Paulo. Elle compte une centaine de membres dont les plus importantes entreprises agropastorales et de colonisation privée installées en Amazonie. Un de ses objectifs est la prise en charge complète de la colonisation agricole qui constitue une source de profits rapides. A la différence de l'INCRA, l'entreprise privée s'adresse à un type de colon qui doit être muni d'un capital et dont la seule condition d'accès à la terre est la possibilité d'acheter son lot, ou qui propose l'exclusion des Nord-estins. Elle recrute ses colons, par campagne publicitaire, uniquement dans le Sud, y favorisant ainsi le remembrement des terres et l'extension des pâturages et des cultures d'exportation (soja). Le petit exploitant du Paraná, du Rio-Grande-du-Sul ou du São-Paulo est souvent contraint de quitter son exploitation soit parce que les contrats de fermage ou de sous-traitance ont été suspendus pour développer l'élevage, soit parce que l'absence de soja provoque l'effacement ou l'endettement du latifundiaire. Le modèle de colonisation proposé par les sociétés privées est, par ailleurs, tout différent du modèle « paternaliste » établi par l'INCRA ; il se réduit à l'ouverture de routes, à la délimitation des lots et, éventuellement, à des services payants.

Les attaques déchaînées contre l'INCRA visent peut-être à déstabiliser l'organisme afin de le priver d'une partie ou de la totalité de ses privilèges, notamment de celui qui concerne l'accès à la terre. L'Institut, dans les régions où son rôle n'est pas seulement formel, finit à 3 000 hectares la surface de terre habitable ; et bien qu'il ne régle pas la que

A qui profite la colonisation ?

L'ETUDE collective que vient de publier le CERRAP de São-Paulo (1) constitue un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'Amazonie. Et c'est à plusieurs titres.

La première partie du rapport, sur l'histoire et la géographie de l'Amazonie, fixe les différences de politique des organismes publics brésiliens à l'égard de l'Amazonie. Tandis qu'en 1959 la politique publique de Getulio Vargas ne s'adressait que la « régénération physique et sociale des populations de la région », les projets de 1966 et 1970 des présidents Castello Branco et Médici mentionnaient aussi, outre le soulagement de l'Amazonie à l'économie nationale et la fixation de populations dans les régions frontalières. A régime nouveau, nouvelles préoccupations.

Le deuxième tableau des conditions de vie de la population locale — sans parler des indiens, dont le sort n'est pas évoqué — conduit les auteurs à s'interroger : à qui profite la colonisation de l'Amazonie ? Force leur est de constater que les idées reçues, le développement du secteur agropastoral et des extractions minières, ont — essentiellement — bénéficié à d'autres pays ou à d'autres régions que l'Amazonie. Il en est de même pour la « récolte d'un rêve de richesse » (ils tentent de le montrer : et de visions critiques) de certains militaires avec les intérêts des milieux industriels. C'est en outre que le « petit amazonien » est bien représentatif de l'ancien système politique brésilien.

C'est en outre que le « petit amazonien » est bien représentatif de l'ancien système politique brésilien.

(1) Amazonia: Desenvolvimento socio-econômico e políticas de povoamento, par Getulio Müller, Theres M.B. Vasconcelos, Amândeo Henrique Carlos, Juarez B. Brandão Lopes, Centro de Análise e Planejamento, São-Paulo, 1976.

large brèche dans le monopole d'Etat de la Pétrobras, l'épuisement des réserves de manganèse dû à son exploitation intensive depuis 1953 par la Bethlehem Steel (associée au groupe brésilien Antares) dans l'Etat d'Amapa, voici un autre pan de la propriété nationale qui s'effondre.

l'homme est constamment bafoué ? Qui contraindra d'éventuels accidents — ce risque n'est pas nul — dans un pays où l'information est en liberté surveillée ?

D'autres préconceptions tiennent à l'indépendance nationale. On ne veut tendre à produire l'accord germano-britannique. L'une des clauses de ce traité prévoit que l'Allemagne devra livrer à l'Allemagne jusqu'à 20 % de ses réserves évaluées d'uranium. Outre qu'il s'agit d'un accord de réciprocité (les termes classiques de l'échange de savoirs sont réservés à la géologie), il accoutume dangereusement le mouvement de dénationalisation des connaissances. On ne veut pas de l'introduction des « contrats de risque » pétroliers qui couvriraient une

Reves militaires et poli

MAIS si ce choix nucléaire bédouin n'apparaît adapté ni aux besoins

A dire vrai, le gouvernement brésilien n'en est pas à une incohérence politique près. Alors que le II^e plan national de développement souhaite atténuer les déséquilibres régionaux et contribuer à la mise en valeur de l'Amazonie et du Nord-Est, le gouvernement entérine un projet énergétique qui contribue à renforcer la concentration excessive d'activités dans le Sud-Est 183.

MAIS si ce choix nucléaire brésilien n'apparaît adapté ni aux besoins ni aux ressources du pays, ne répond pas à des impératifs économiques évidents, ne faut-il pas chercher ailleurs les motifs de son adoption ?

En d'autres termes, le vieux rêve des militaires breilliens d'accéder à la tête de l'Etat n'est-il pas en fait une chimère vaine ? Le fait est d'autant plus légitime que se pose la question que je viens d'évoquer : celle de savoir si — qui conduit à l'obtention du plutonium — la fabrication de bombes atomiques ne constitue pas un moyen sûr et rapide de fabriquer de l'arme atomique — ce qu'il faut appeler la bombe atomique — pour s'en servir contre les ennemis potentiels ?

C'est tout cela que le général de Gaulle a dit dans son discours du 17 janvier 1960, au moment où il annonçait la mise sur pied d'un programme de développement de l'industrie nucléaire militaire.

Il y avait donc là une hypothèse nouvelle, qui était celle-ci :

« L'existence d'une industrie nationale capable de fabriquer de la bombe atomique permettrait de renforcer la position internationale de la France ».

Et c'est cette hypothèse que j'ai développée dans mon livre, sous le titre de « l'hypothèse breillienne », car elle est née à Breil, chez Jean-Louis Lavallière, à la poursuite de ses recherches sur les « perturbations étrangères qui s'obtiennent par la manipulation des réacteurs nucléaires ». C'est lui-même qui m'a écrit :

« Les études auxquelles vous faites allusion sont celles que j'ai effectuées pendant ces dernières années, et qui ont abouti à la conclusion que la maîtrise de la technologie nucléaire permettrait de renforcer la position internationale de la France ».

En tout cas, si cette hypothèse est vraie, elle implique que nous devons déjà les conséquences politiques. La possession de la bombe renforcerait le statut international de la France, mais aussi sa puissance, conduirait au renforcement des appareils de sécurité au sein de nos alliés, à leur renforcement mutuel, à leur « assistance » et renforcerait la position internationale de la France.

En ce sens, l'accord nucléaire germano-brésilien représente peut-être la première manifestation de ce complexe militaire-industriel se pour tendre d'asseoir son pouvoir à long terme (la validité du contrat s'étend jusqu'à 1990) et pour essayer — en faisant jouer d'énormes intérêts économiques — d'associer une puissance occidentale autre que les Etats-Unis, en l'occurrence l'Allemagne, à la perpétuation de la dictature brésilienne.

(Suite de la première page)

comme un postulat permanent et à former les connaissances logiques d'un tel alignement. Le type d'effortment auquel l'armée se prépare les armées occidentales demandent d'être adaptés à une simple coordination des armées nationales, mais une véritable intégration sous le commandement unique.

Cette doctrine se diffusait parmi les militaires au moment même où l'armée, l'aviation, la marine, devant l'impasse économique et politique ouverte

L'état de g

Sur une partie de l'armée restait étienne d'une industrialisation nationale, de nombreux officiers se mettaient de la mobilisation politique intense dont les militaires jouissaient. Ils étaient le « républicain syndical », régulièrement érogé par le droit, sensibilité des militaires qui voyaient plutôt à l'horizon une institution qui leur offrait une vue sur la représentativité nationale. Les luttes sociales en cours mon-

L'état de guerre interne

Le coup d'État d'avril 1964 rompt donc avec la tradition d'indépendance nationale pour ériger la vague montante du mouvement populaire. Le période qui suit est marquée par une dégradation des conditions politiques et sociales qui permet l'éclosion d'une nouvelle explosion industrielle. L'essor fondamental de ces revenus et le baïssa du malaisa réel des populations. Après le démantèlement de l'appareil bureaucratique, le régime est le théâtre de purges importantes, qui permettent l'éclosion d'officiers nationaux et militaires. Le régime se réorganise sur le plan international, on assiste à une extension de la politique brésilienne en Amérique latine, Brésil rompt avec Cuba et se rapproche de Saint-Paul. Le régime se réorganise autour de la doctrine des « transferts idéologiques ». L'intégration de cette doctrine à la doctrine traditionnelle brésilienne brise le cadre traditionnel où évoluent les formations politiques régionales. Le rôle des formations politiques régionales du territoire au maintien de l'ordre. Le rôle des formations politiques régionales d'opposition politique, on assiste à

Il paraît, promise à un brillant avenir lorsqu'il est nommé ambassadeur à Brasília quelle qu'elle année plus tard. Son oncle, le général Manoel, attire l'attention de l'opinion publique par son engagement politique qu'il brésiliens. Libéré sur parole de quelques jours, un échange de prisonniers est organisé. Le général Manoel militaire, Eblorck est son monté très impressionné par les militants qui s'entretenaient avec lui. Il se rend à l'ambassade américaine, devant un parti de journalistes du monde entier. Il est très apprécié par les militaires, confédérés sur ses collègues et déclare avoir été très bien traité. Exaspéré par ces déclarations, le général Manoel décide d'avoir plus tard que l'ambassadeur avait prouvé l'« inavertance » jusqu'à livrer l'ambassadeur à la prison militaire. Le général Manoel brésiliens travaillant pour le compte de la CIA, après pour consulter le général Manoel. Charles Eblorck ne réagit plus, par le poste à l'ambassade avoir été mis, par le département

[illegible]

Cependant, cette association de l'armée aux grandes tâches de la politique économique s'affirme au moment même où l'institution militaire subit des changements stratégiques lourds de conséquences. Au retour de leur action aux côtés de l'armée américaine en Italie pendant la seconde guerre mondiale, des officiers brésiliens demeurent fidèles à l'esprit de camaraderie.

nelle avec la puissance occidentale dominante, qui avait été le fondement de l'alliance du Portugal avec l'Angleterre contre les menaces espagnoles, et qui fut aussi à la base de la politique pro-anglaise du Brésil au dix-neuvième siècle face aux autres pays latino-américains. La « trouvaille » du général Golbery considère et présente la domination américaine sur le « monde libre ».

d'après ses seuls effets régionaux ; c'est, dans la contexte de la lutte des nations de l'hémisphère contre la « subversion » qu'est conçue la nature de la contre-offensive qui doit être menée par les forces militaires nationales. L'état-major de l'armée passe ainsi à une interprétation « supranationale » de la sécurité de l'Etat.

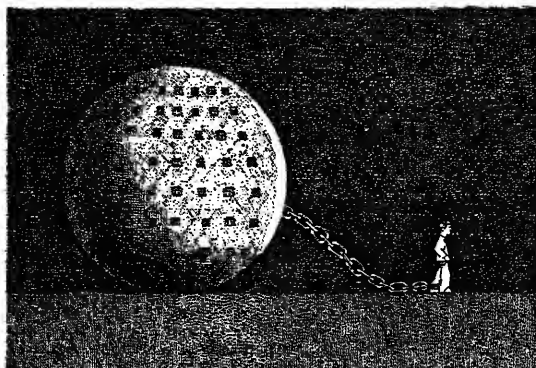
(1) Latin American Institutional Development: Changing Military Perspectives in Peru and Brazil, par L.E. Einaudi et A.C. Stepan, Rand Corporation, Rapport R-366-DOS, avril 1971, 132 pages.

(2) Ambassador's Journal - A personal account of the Kennedy years, par J.K.

THE SUCCESS STORY

Succ. M., Montréal, Québec H1V 3M5.)

L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE



(Dessin de Julien)

Le combat pour la démocratie se déroule nécessairement dans tous les domaines de l'activité humaine — et en priorité, sans doute, sur les lieux où la majeure part de la population se trouve concentrée. Si naguère la ville fascinait, il semble bien que, de plus en plus, elle soit soumise à la critique, non pas en tant que telle mais en raison de ce qu'elle est devenue. Car là comme ailleurs les notions d'intérêt général, de bien commun et de dignité ont été sacrifiées à d'autres considérations pour multiplier les nuisances.

Les Nations unies organisent à Vancouver, pendant la première quinzaine de juin, une conférence consacrée aux problèmes de l'habitat. Cette rencontre se propose en particulier de comparer les solutions qui ont pu être apportées à ces problèmes dans les diverses régions du monde. Notre ambition ne pouvait évidemment pas être d'embrasser

ici l'ensemble des questions qui se posent à cet égard. Les articles ci-dessous se proposent pour l'essentiel de mettre en lumière les causes profondes du malaise urbain tel qu'il se présente surtout dans les pays industrialisés, mais aussi, sous l'influence de ses derniers, dans les nombreux pays du monde sous-développé.

Si les causes d'une urbanisation accélérée sont complexes, souvent difficiles à distinguer, on retrouve toujours, à la source du problème, une certaine conception du droit de propriété, qui a naturellement exacerbé les affrontements

de classes. En dépit de toutes ses insuffisances, ou plutôt à cause d'elles, la ville est ainsi devenue, et sera de plus en plus, un lieu de conflits. Mais, précisément, il n'y a pas de démocratie sans tensions et sans confrontations d'intérêts ou d'opinions, pourvu qu'elles soient tendues vers le service de la collectivité. La multiplication des initiatives locales en ce domaine permet d'espérer que l'aménagement de la vie humaine dans le cadre urbain ne sera pas laissé au bon vouloir de planificateurs technocratiques et bureaucratiques ou à l'ambition d'intérêts particuliers.

Sortir de l'absurde

Éclatement de l'espace
dissolution des fonctions
traditionnelles de la grande ville

Les nouveaux défis de la croissance urbaine

Par MARCEL RONCAYOLO *

SEPT milliards d'hommes pour la planète autour de l'an 2000 : de trois quarts vivent dans les pays à moins développés, à moins de deux milliards d'habitants. Le monde industrialisé, urbanisé à 60 %, concentre dans ses agglomérations un milliard et quelques quatre cent millions d'habitants. Voilà une image du futur. Une autre hypothèse, plus ancienne, situe dès 1950 la moitié de la population mondiale dans des villes de plus de cent mille habitants. L'élargissement de ces extrapolations leurs incertitudes, évaluations de départ, rythmes préjoints : ce qui importe, c'est la tendance.

Vers 1900, la grande ville n'est que l'exception, quinze millions d'habitants pour être à travers le monde. En 1960, elle groupe plus d'un demi-milliard d'habitants, un système de l'humanité. Cette tendance, on ne peut penser qu'elle soit si aisément renversée : un ralentissement évanouit de la fécondité aurait peu d'effet, à l'échelle d'une génération ; on sait la rigidité des phénomènes de population, les autres facteurs d'après. D'autre part, même si la croissance urbaine était plus uniformément le résultat de migrations, comme elle le fut souvent au vingtième siècle, elle ne résiste pas sans plus, l'accroissement démographique global. Il y a bien concentration de la population, les centres sont-ils moins enclavés, faut-il alors compter avec les oscillations de la conjoncture économique ? La dépendance est loin d'être établie entre prospérité et croissance urbaine, notamment dans les pays les moins développés. Alors, la crise est-elle générale ou de volontés politiques plus affirmées ? On entre ici dans le jeu des idéologies. Néanmoins, l'urbanisation, la concentration autour des grandes villes, paraissent être à des mouvements plus profonds : mais n'y a-t-il pas un risque à identifier tous ces mouvements au résultat de la civilisation technicienne, représentée progressivement à l'ensemble du monde, à la diffusion d'un progrès nouveau ?

modernité ou même à l'extension d'un mode de production dominant ? Les problèmes de la croissance urbaine dans les pays industrialisés suffisent à détourner de cette lecture. L'expansion des villes paraît déterminer tout le reste des villes. Le système urbain se dilate en espaces plus ou moins flexibles, tout en étant paralysé par l'accumulation des mouvements et des charges. Ségrégation des fonctions et des groupes, congestion, dégradation et ruine des centres succèdent tour à tour à l'expansion, le grand centre, à son terme, paraît ainsi détruire l'urbain. Mais l'est-ce ?

vers cette crise de légitimité de la grande ville, dans les faibles années d'une concentration moins moderne, qu'il faut saisir les mécanismes et les changements en cours ?

A première vue, dans les pays industrialisés, le taux d'urbanisation plafonne entre 70 et 80 % de la population totale. Dans ce phénomène, il faut voir, bien entendu, l'épuisement des réserves démographiques qui avaient entraîné l'expansion, l'urbanisation massive à 5 % de la population active ou moins, que ne peut libérer que des contingents affaiblis, même si le

mouvement continue. Plus encore, l'urbanisation ne peut être comprise dans des limites géographiques ou statistiques précises. Comme mode de vie ou mode de consommation, l'urbanisation a pénétré les campagnes. Comme ensemble d'activités (ou de revenus) non liés à l'exploitation du sol, elle a regagné « des milieux considérés comme ruraux » : ainsi, aux États-Unis, la croissance d'une catégorie, le « rural non farm », est comparée souvent à celle d'une population résidentielle. Si l'on veut aller plus loin, dans leurs limites juridiques, l'expansion de la population urbaine a surtout progressé, toujours aux États-Unis, entre 1950 et 1970, aux unités petites et moyennes de dix mille à cent mille habitants. En Europe occidentale, le phénomène semblait, en Allemagne, l'ouest, la croissance de 1960, le taux de croissance est d'autant plus fort que la ville apparaît à une échelle plus modeste : l'expansion démographique caractéristique sont les franges urbaines, les agglomérations petites villes et villages dans le mouvement. Aux Pays-Bas, l'expansion va encore aux « communes rurales urbaines ».

De la « Mégapolis » américaine aux villes du tiers-monde

C'est à un autre niveau que la concentration est visible : non plus celle des villes prises isolément, mais des ensembles constitués autour des « mégapoles » ou des grandes villes, même si le noyau initial, la ville centrale, paraît en déclin. Aux États-Unis, les aires métropolitaines (unités statistiques constituées autour des villes de cinquante mille habitants et plus) groupent une part croissante de la population, à la fois par extension et augmentation de la densité : 63 % en 1960, 68 % en 1970. C'est aux vingt-neuf États métropolitains l'un million d'habitants et plus que va le constituer le plus important. Si l'on projette les rythmes actuels, 60 % de la population américaine vivra en 1990, dans des agglomérations « millionnaires ».

L'ensemble métropolitain comme l'agglomération — trait l'ampleur et la nature du phénomène : la concentration l'expansion, dans les pays à moins développés, à une autre échelle de vastes régions urbaines accueillant les activités et les hommes. Le cas extrême, la mégapole, analysée par Jean Gottmann, sur la côte orientale des États-Unis, est devenu une référence classique. Mais, selon des données géographiques variées, des communications technologiques caractéristiques, l'Europe occidentale et le Japon. Les modalités liées à l'industrie, à l'étranger urbain et politique, sont alors moins importantes, au plan de l'expansion, que les structures internes à ces ensembles. Les distances perdent de leur sens comme les contraintes physiques, à partir du moment où elles ne constituent des obstacles variables. Urbanisation généralisée, assurément — mais qui s'ajoute, avec évidence, à l'opposition de zones fortes et de zones faibles, les inégalités territoriales

restent, dans l'ensemble, c'est la vitesse du mouvement : c'est l'ampleur de la croissance urbaine en chiffres absolus, alors que les campagnes perdent l'essentiel d'augmenter et que le taux d'urbanisation risquerait plus lentement. C'est surtout l'orientation de cette croissance qui bénéficie, pour l'essentiel, aux grandes villes et surtout à une seule ville. En Égypte, au Brésil, au Pakistan, les villes de plus de cent mille habitants concentrent, dès 1950, les deux tiers de la population urbaine. Des structures urbaines écrasées par le sommet, tel est le schéma le plus répandu. Report du « surpeuplement rural » vers les grandes villes ? Sans doute, mais il resterait à expliquer pourquoi il aboutit à une telle

concentration. Il resterait aussi à constater que la migration se développe souvent sans rapport direct avec l'importance des réserves démographiques (l'absence sous-peuple, par exemple, de la densité rurale et même des formes d'exploitation qui caractérisent les campagnes. La concentration urbaine n'est pas un fait purement relatif : il semblerait simple aussi de rapporter l'écrasement des structures urbaines à la vitesse (constante d'ailleurs) du mouvement, au « saut » d'une étape par rapport à l'expérience des pays actuellement industrialisés. C'est bien dans l'ensemble des développements, des rapports avec les autres sociétés et dans les sociétés industrialisées, qu'il faut élucider les raisons de ces tendances.

Le jeu des rapports sociaux

L'ANALYSE des pays moins développés nous renvoie à un jeu de causes sociales, économiques et politiques, qui serait périlleux de dissocier à l'échelle d'un pays, même pour l'urbanisation des pays industrialisés. La formation des grandes agglomérations est habituellement rapportée à deux étapes du développement : concentration de la production directe et des échanges physiques dans un premier temps, celle de la révolution industrielle ; concentration des services, de l'appareil de gestion de l'économie en un second temps. Les grandes villes seraient ainsi successivement « bénéficiaires » de la concentration industrielle et financière, puis de l'essor de ces activités plus raffinées, distinctes de la production directe des biens physiques, que l'on appelle les services, qu'on appelle le tertiaire. Admettons que le schéma comporte des chevauchements entre les phases : est-il pour autant expli-

cattif ? On pourrait rappeler que l'essor des grandes villes — et notamment des capitales — est antérieur à l'industrialisation, au point qu'elles apparaissent parfois comme monstrueuses à la fin du dix-huitième siècle. Elles n'ont alors le mouvement d'industrialisation qu'une fois amorcé et ne font pas parfois que tardivement l'industrialisation parisienne — si l'on exclut l'artisanat classique d'une ville de luxe — diminue seulement à la fin du dix-neuvième siècle. Lorsque l'agglomération est constituée, les découvertes techniques ne suffisent pas à renverser, par elles-mêmes, le mouvement : ce fut le cas pour l'énergie électrique. On peut également douter que l'industrialisation, par sa seule introduction, entraîne la désintégration des solidarités territoriales les plus étendues. Elle serait plutôt structurante, hors de la grande ville, d'empêcher banalisée.

(Lire la suite page 12.)

Lire pages 12 à 17

- P. 12-13. — La propriété contre l'urbanisme, Max Querrien. — Pouvoir, système urbain et lutte de classes, Manuel Castells. — Un lieu de conflits, François Badier. — A qui profite Paris ? Claude Bourdieu.
- P. 14-15. — Fin des articles de Manuel Castells et Claude Bourdieu. — Les ruraux africains et la « droit à la ville », Marc Van der Pijpe. — Refus de subit, François Sureau.
- P. 16-17. — Fin des articles de Marc Van der Pijpe et François Sureau. — Qu'est-ce qu'une ville ? Agnès Fritsch. — La révélation d'un système urbain, Maurice T. Machin.

CINEMA POLITIQUE
Images de la ville
(Page 18)

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

88, FAUB. ST-HONORE - 28, AV. VICTOR-HUGO
27^{ME}, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRES 8^{ME} MAILLOT
PARIS

l'absurde

troupeau des modèles et des fragiles
serve à tout moment de rempart ou
p-sonais, la situation n'est pas objec-
ment révolutionnaire.

Il est probable que la seule politique
possible pour libérer le créativisme urbain
des malfélics qui l'étranglent, c'est une
législation volontairement différenciée en
fonction des situations concrètes et
manière à créer une nouvelle dynamique
sociale. Une législation qui, entre
autres, consacre la propriété personnelle
familiale comme l'un des moyens natu-
rels de l'insérer dans le cadre de la ve-
ri-té d'insérer la maison en de la ver-

Que faire ? De tels constats justifiaient la révolution violente. Mais c'est un processus coûteux dont il vaut mieux faire l'économie. Et, en particulier dans un pays où il y a treize millions de propriétaires fonciers, historiquement emigrés de telle manière que l'immense

**Au cœur du débat
politique dans les pays
industrialisés**

reste avant tout déterminée par les pratiques productives, la consommation collective, organisée à travers le système urbain, a un rôle de pivot en plus important dans l'ensemble de l'organisation sociale, tout en étant une contradiction secondaire. Cela dit, des révoltes sociales ne sont pas seulement requies par le procès de production et de consommation. Ils répondent à un développement des exigences des masses populaires, les besoins se définissent historiquement, au fur et à mesure des progrès des forces productives et, surtout, du renversement du rapport de forces entre les classes en lutte. Au fur et à mesure que

(1) Ce qui apparaît assez clairement, c'est que nous en France, grâce au développement de recherches sur les logiques de la production, nous avons obtenu synthétiquement des résultats qui, en fait, les recherches de volume collectif du monde entier ont obtenus par tâtonnement et par la mise en œuvre de la planification des villes, ministères et entreprises.

(2) Cf. *Ouvre écrite "La crise urbaine et l'habitat"*, les Temps Modernes, 10 février 1976.

(3) Cf. Patrick Grevet, *Monnaie publique et monnaie sociale*, 1976.

plus de pouvoir que le Conseil de F
fois ville et département, mais pas
plus.

Par CLAUDE BOURDET

peut puiser toutefois dans le patrimoine commun des dispositions juridiques qui ont permis des commodes et des utiles et à éliminer, selon des préférences d'esprit nouveau, et qui'il faut mais en remanquant que dans les bonnes intentions du même ordre « obliques » au moment critique. D'autre côté, on remarque que la situation s'aggrave dans les périodes crises — mais ne décroît pas dans les périodes normales. Il y a beaucoup d'implication, mais il y a par-dessus tout une information intellectuelle, héritage d'une histoire.

Le catholicisme français vient d'abandonner

marques que nous avons
le peuple contre les fléaux, la ruine
le pouvoir des communes comme
nos vœux; périodiquement, les
d'auto-critique régionale ont été écartés
des Flandres, celles d'Etienne Marceau
et de ses successeurs, les espoirs de
à la fin du seizième siècle, ceux
Framais, tout cela n'a mené qu'à
ment de centralisme. Les Jacobins
été les héritiers; une image simplifiée
Renaissance critique et le refus du bris
l'ancien régime, les communes
devant eux dans le même sens. Napo-
fait que systématiser la structure à
dernières conséquences, le Restau-
monarchie de juillet, le II^e Répu-
Second Empire et le III^e Républi-
cien choqué, et le tentative mœse-
Communes pour dépasser le cor-
qu'à justifier la permanence du ca-

(Lire la suite page 10)

d'une pluri-
tique et en
urbocapit en
x, de telles
anner une
r des villes.
pos plus les
par Raskin
avec naïveté
à outrance.
est de rester
et inextric-
échanges.

[illegible]

usqu'à les expériences rompes en France

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

puissances capitalistes. Les polémiques actuelles confirment que, sur ce point, on n'interprète pas de la même manière, à l'Est et à l'Ouest, le concept de détente.

ESPAÑOL

Menace permanente contre l'existence de l'opposition

L'appareil répressif de l'État franquiste reste intact

[illegible][illegible]

très difficile de distinguer la fonction propre de ces deux services qui appartiennent en principe à des organisations différentes. Cette imbrication se traduit souvent par le manque de coopération entre les fonctions de la Guardia Civil et de la Policía Armada.

Un dernier service de renseignement, probablement le plus vieux de tous est le Servicio Nacional de Inteligencia Militar (S.N.I.M.N.). A vocation strictement intérieure, il assiste l'administration, le syndicat étatique et les autres institutions bureaucratiques. Son importance a largement diminué avec la formation des autres services de renseignement en collaboration avec les Américains après 1960.

Le doublement des services dans les trois secteurs de l'appareil représenté par le vœu principal de Franco était capable de surveiller étroitement toute activité politique en Espagne et de réprimer à volonté toute contestation inopportune. Elle permet l'obtention de renseignements de plusieurs sources différentes sur un même problème. De plus, elle laissait à Franco la faculté de jouer un service contre un autre afin de mieux gouverner.

[illegible][illegible][illegible][illegible]

- (1) *C. Le Monde diplomatique*, novembre 1976.
- (2) *Idem*, 12 mai, 5 avril 1978.
- (3) *Idem*, H. Harris Smith, O.R.S., Delta 1978.
- (4) *International Herald Tribune*, 18 mars 1978.
- (5) *Idem*, *Foreign & United States Foreign Policy Towards Authoritarian Regimes* (Washington, D.C., 1977).
- (6) *Idem*, *International Studies*, L.S.M., Londres, vol. 4, 1977.
- (7) *Union Africaine Démocratique*, *Le Mouvement de la Luche pour la Démocratie*, février 1978.
- (8) D'après des informations fournies par le Service de documentation de la présidence.
- (9) *Cambio*, 16, 15 mars 1978.
- (10) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (11) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (12) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (13) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (14) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (15) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (16) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (17) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (18) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (19) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (20) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (21) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (22) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (23) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (24) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (25) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (26) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (27) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (28) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (29) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (30) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (31) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (32) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (33) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (34) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (35) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (36) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (37) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (38) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (39) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (40) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (41) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (42) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (43) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (44) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (45) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (46) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (47) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (48) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (49) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (50) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (51) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (52) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (53) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (54) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (55) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (56) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (57) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (58) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (59) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (60) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (61) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (62) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (63) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (64) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (65) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (66) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (67) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (68) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (69) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (70) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (71) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (72) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (73) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (74) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (75) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (76) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (77) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (78) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (79) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (80) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (81) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (82) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (83) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (84) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (85) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (86) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (87) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (88) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (89) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (90) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (91) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (92) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (93) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (94) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (95) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (96) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (97) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (98) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (99) *Idem*, 16, 15 mars 1978.
- (100) *Idem*, 16, 15 mars 1978.

CET après-midi est formé de trois sections officiellement indépendantes : les forces armées, qui dépendent du haut état-major ; la Guardia Civil, qui relève du ministère de l'Intérieur ; et la Policía Armada, qui dépend de la D.G.S. (Direction générale de la sécurité). En réalité, ces trois sections sont dirigées par deux commandants d'officiers : le haut état-major et le haut état-major dont les plus connus sont les lieutenants-général Canales et le colonel de la Guardia Civil, D. Ceballos. Cette répartition du personnel au niveau de la direction se retrouve à tous les échelons. En outre, les organisations militaires et civiles sont étroitement liées : tous les officiers, chaque président, entre autres, un service de renseignement, un service

A part un service technique de communications et un bureau de « liaison » avec les ministères des affaires étrangères par le général Villacampa, le haut commandement de l'armée israélienne dispose de trois services de renseignements (7). On de ces services, celui du colonel David (D.M.) est dirigé par le colonel Fidel Vidal Vélou, est

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

KAMPUCHEA
(Elections législatives du 20 mars 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 3 635 581 ;
voix : 662 864, soit 18 %.

L'Assemblée nationale comprend 250
sièges, dont 150 réservés aux représen-
tants des paysans, 50 aux représentants
des ouvriers et autres travailleurs, et 50
aux représentants de l'armée révolution-
naire.

POLOGNE
(Elections législatives du 21 mars 1976)
Nombre d'électeurs inscrits : 24 053 570 ;
suffrages : 21 852 256, soit 90,27 % ; suf-
frages valablement exprimés : 23 637 333.
Le Front de l'union de la nation, qui
comprend le parti communiste, le parti
paysan, le parti démocratique et les asso-

Calendrier des fêtes nationales

27 IRLANDE	15-30 JUNE	Fête nationale
28 LUXEMBOURG		Fête nationale
62 BELGIQUE		Fête nationale
9 MALAISIE		Fête nationale
30 SAINT-SIÈGE		Commemoration du soulèvement de la ville
1^{er}-15 JUILLET		
1 BÉNEIN		Fête nationale
2 CANADA		Fête nationale et de la Confédération
1 RWANDA		Fête de l'indépendance
EXATS-UNIS D'AMÉRIQUE DU NORD		Fête du Président
5 ALGERIE		Fête nationale
5 VÉNÉZUELA		Fête nationale
11 MONGOLIE		Fête nationale
16 FRANCE		Fête nationale
18 IRAC		Anniversaire de la proclamation de la République

parti, a réuni 23 502 983 voix, soit 83,42 %, et remporté les 480 sièges au Parlement.

PORTUGAL
(Elections législatives du 25 avril 1978)

Nombre d'électeurs inscrits : 6 481 353 ;
votants : 5 396 112, soit 83,26 % ; bulletins
nuls : 213 700, soit 3,96 % ; abstentions :
1 085 240, soit 16,74 %

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis: parti socialiste (P.S.): 1 877 130 voix, soit 34,97 %, 106 sièges; parti populaire démocratique (P.P.D.): 1 296 432 voix, soit 24,03 %, 71 sièges; centre démocratique et social (C.D.S.): 853 783 voix, soit 15,91 %, 41 sièges; parti communiste: 788 620 voix, soit 14,56 %, 40 sièges; alliances ouvriers et paysans (A.O.P.): 15 671 voix, soit 0,29 %; front socialiste populaire (F.S.P.): 41 954, soit

[illegible]

Le carnet des ambassadeurs

● Le président du conseil des ministres de la République populaire de Pologne et Mme Piotr Jaroszewicz ont donné une réception le 8 mai en l'honneur du premier ministre et de Mme Jacques Chirac.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont offert une réception le 6 mai.

● A l'occasion de la visite à la Foire internationale de Paris du cheikh Ahmed Bin Hamed, ministre de l'information et de la culture, M. Mohamed Mehdi El Tager, ambassadeur des Emirats arabes unis, a donné une réception le 12 mai.

● M. Sigismund von Braun, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, a offert une réception le 13 mai à l'occasion du départ de M. Ernst Burkart directeur des services de l'agence D.P.A. en France.

● Le chargé d'affaires a. l. de Turquie et Mme Kamiran Tüzel ont donné une réception le 13 mai en l'honneur du président du parti républicain du peuple et de Mme Bülent

● M. Juraj Sedlak, ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie, a offert une réception le 17 mai à l'occasion de la visite officielle en France de M. Alois Indra.

blée nationale fédérale de Tchécoslovaquie.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République unie du Cameroun et Mme Bakoto ont donné une réception le 20 mai.

● L'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie et Mme Salim ont offert une réception le 25 mai à l'occasion de la fête nationale.

Ex. 1.

Le Monde
réalise chaque semaine

REPERES

**LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.**

Edition: Jacques Mondrin.
Abonnement : 80 F.
5, rue Pavenne, 75003 PARIS

SOMMAIRE
du n° 33
105 COLLOQUE DU CERES

LE COMPROMIS
GEOGRAPHIQUE
TRANSITION
AU SOCIALISME
ET INDEPENDANCE
Dossier préparatoire
au colloque.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur paraîtrait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. A-CITROËN 8-10, rue de la Cavalerie,
Paris 15^e, Téléx: TT CITRO 204833 F, Tél 567.99.20 - 763.52.76.

Le Monde

réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS
RÉSIDENTS À L'ÉTRANGER

Numéro spécimen
sur demande

5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09.

Juin 1976